

L'Iran et le Pakistan, 1947-2015 : de la Guerre froide à l'Accord sur le nucléaire

dimanche 21 octobre 2018, par [Clément THERME](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Clément THERME](#), **L'Iran et le Pakistan, 1947-2015 : de la Guerre froide à l'Accord sur le nucléaire**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 21 octobre 2018.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Découvrez que l'intérêt de l'Iran à entretenir de bonnes relations à la fois avec l'Inde et avec le Pakistan est une constante de la politique étrangère iranienne depuis la période pahlavie. Voici un article de référence pour mieux comprendre les relations entre l'Iran et le Pakistan.

LES relations entre l'Iran et le Pakistan sont façonnées par la géographie et les choix politiques d'alliances. Les deux pays ont été, jusqu'à la Révolution islamique (1978-1979) des alliés des Etats-Unis dans la Guerre froide (1947-1991). Le contexte international était favorable à leur rapprochement, mais la relation prend tout son sens dans une dimension trilatérale où s'inscrit [l'Inde](#) : jusqu'en 1979, le facteur pakistanais pèse comme une contrainte sur les relations indo-iraniennes [1].

[L'Iran](#) et le Pakistan sont avant tout des voisins. La première préoccupation de l'Iran est ainsi de sécuriser sa frontière orientale face à la triple menace de l'irrédentisme baloutche, de la présence des *taliban* et du trafic de drogue. Pour le Pakistan, il faut soigner le voisinage avec l'Iran, seul pays non hostile parmi les quatre nations frontalières, avec [la Chine](#). Les tensions existantes avec l'Inde et l'Afghanistan ne laissent finalement pas d'autre choix à Islamabad que de trouver un *modus vivendi* avec Téhéran. Or, cette disposition pakistanaise coïncide précisément avec le projet du Guide suprême iranien de définir un nouvel espace géopolitique, « l'Asie de l'Ouest », qui valorise la place du territoire iranien à la croisée des mondes centrasiatique, turc, arabe et indien.

Un triangle historique entre l'Iran, le Pakistan et l'Inde

Avant la révolution. Téhéran et Islamabad dans le camp du « monde libre »

L'Iran a été le premier pays à reconnaître aux Nations Unies, au mois de mai 1948, l'indépendance du [Pakistan](#), ancienne colonie britannique. Pendant la Guerre froide, l'Iran impérial et le Pakistan sont des piliers du bloc occidental. Ils sont membres des mêmes organisations militaires (Pacte de Bagdad, puis le « *Central Treaty Organisation* » CENTO) et leurs dirigeants partagent un imaginaire littéraire et civilisationnel commun. Vue d'Iran, la proximité politique se double d'une familiarité culturelle et linguistique, renforcée par des liens matrimoniaux. Deux hommes d'Etat, qui ont occupé les fonctions de président ou de Premier ministre du Pakistan, ont en effet eu des épouses iraniennes : Iskander Mirza (président, 1956-1958) et Ali Bhutto (président, 1971-1973 puis Premier ministre, 1973-1977). Le Pakistan a même décrété une journée de fêtes et de congés à l'occasion des fêtes de Persépolis en 1971 [2]. br />

Au-delà de ces affinités, le principal lien est l'alliance avec les Etats-Unis. A partir des années 1960, le Shah estime néanmoins indispensable de défendre l'indépendance politique de l'Iran, tout en maintenant une relation stratégique avec Washington, condition nécessaire - mais non suffisante - pour assurer la sécurité nationale. L'attitude des Etats-Unis lors de la seconde guerre du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan (été 1965) l'a alerté : les Etats-Unis sont restés neutres, au mépris des engagements pris dans le cadre du CENTO, et l'Inde victorieuse garde sous sa souveraineté sa partie du Cachemire [3]. Face à l'inertie américaine, l'Iran tente

d'aider le Pakistan en lui fournissant des armes, provoquant l'ire de New Delhi.

En 1973, le Shah justifie l'armement de [l'Iran](#) et son ambition d'en faire la cinquième puissance militaire mondiale par la nécessité de protéger le Pakistan des vellétés sécessionnistes baloutches [\[4\]](#). Le projet culturel de grande civilisation (*Tammadon-e bozorg*) [\[5\]](#) et les ambitions pétrolières et économiques du pays s'inscrivent également dans un dessein régional [\[6\]](#). Le démembrement du Pakistan est présenté comme le principal risque du point de vue de la sécurité internationale : « s'il y a un danger pour l'équilibre du monde, c'est à cet endroit qu'il se situe » [\[7\]](#). Le conflit entre l'Inde et le Pakistan est vu comme une menace majeure : lorsqu'on demande au Shah si l'Inde est « ce foyer conflictuel le plus dangereux pour l'avenir du monde qu'y voient beaucoup d'observateurs » il répond : « c'est possible » [\[8\]](#).

De 1947 à 1971 l'Iran apparaît comme le plus faible des deux partenaires face aux menaces extérieures : l'Inde pour le Pakistan, l'Union soviétique pour l'Iran. La sécession du Bangladesh en 1971, et plus encore le choc pétrolier de 1973, entraînent un rééquilibrage de leurs rapports au bénéfice de l'Iran. Selon Amin Saikal, l'Iran poursuit dans les années 1970 plusieurs objectifs dans la région. Le Shah souhaite remplacer la Grande-Bretagne comme pôle de puissance et de stabilisation du golfe Persique. Il s'oppose aux communistes, tout en maintenant un très bon niveau dans les relations officielles avec Moscou. Pour empêcher l'émergence de mouvements politiques pro soviétiques sur les flancs Est et Sud du territoire national, il offre une aide économique substantielle à l'Inde (133 millions de dollars en 1974-1975), au Pakistan (647 millions de dollars) et à l'Afghanistan (2 milliards de dollars), ce qui permet de réduire leur dépendance vis-à-vis de Moscou [\[9\]](#). Inquiet à la perspective d'un affrontement indo-pakistanaï, il se pose en médiateur : il profite de la présence du général Yahia Khan, président du Pakistan, pour les fêtes du 2500^e anniversaire de la fondation de l'empire à Persépolis, pour lui ménager une entrevue avec le président de l'U.R.S.S. Nikolai Podgorny ; l'intransigeance de Yahia Khan réduit cependant ses espoirs à néant [\[10\]](#).

En 1974, le Shah propose lors d'une visite en Australie la création d'un « marché commun des pays riverains de l'Océan indien - Iran, Pakistan, Inde, Ceylan, Bangladesh, Birmanie, Malaisie, Thaïlande, Singapour, Indonésie, Australie, voire la Nouvelle-Zélande et tous les pays de l'Est africain » [\[11\]](#). Son objectif est d'assurer leur « sécurité collective » au sein d'une zone dont seraient exclues les influences américaine et soviétique. L'Inde rejette le projet car elle craint la prépondérance de l'Australie dans une telle organisation. Le Shah réitère sa proposition lors d'une visite à New Delhi en 1978, en éliminant l'Australie de la liste. Cette fois c'est le Pakistan qui refuse la proposition, arguant de différences de nature entre les économies des pays [\[12\]](#).

Après 1979. Entre divergences idéologiques et proximité géographique

Le virage idéologique qui suit en Iran la révolution de 1979 entraîne un rapprochement avec l'Inde, autour d'un socle de valeurs « tiers-mondistes ». Le nouveau régime se retire du CENTO. Le slogan de la Révolution est « Ni Est, ni Ouest, République islamique » et les relations avec les pays non-alignés deviennent prioritaires. La Révolution islamique est ainsi perçue de façon positive en Inde, et une délégation indienne se rend à Téhéran dès le mois de mars 1979. L'invasion soviétique de l'Afghanistan est un autre bouleversement stratégique régional, et le dossier afghan devient à la fin de la Guerre froide un facteur décisif dans la

relation entre New Delhi et Téhéran. Ces deux pays envisagent la question de façon similaire avec notamment leur opposition commune au régime des *taliban*, leur soutien aux forces militaires du Commandant Massoud et au nouveau régime qui émerge après 2001 et l'intervention militaire américaine. Le sentiment d'appartenance à un même monde culturel continue de favoriser la compréhension entre les élites politiques des deux pays.

Ce rapprochement avec l'Inde ne signifie pas pour autant la fin de l'entente irano-pakistanaise. Dans la guerre Iran/Irak, le Pakistan soutient Téhéran tandis que New Delhi, tout en se disant neutre, se place du côté de Bagdad. Sur l'Afghanistan, les deux pays se rejoignent pour condamner l'invasion soviétique ; mais le dossier devient une pierre d'achoppement pour leurs relations dans les années 1990. L'Afghanistan n'occupe pas le même rang dans leurs priorités. L'intérêt stratégique iranien est négatif : il faut éviter qu'un gouvernement hostile ne se forme à Kaboul. *A contrario* pour Islamabad le territoire afghan offre une profondeur stratégique indispensable à sa sécurité, tout en constituant une voie de désenclavement pour les États de l'Asie centrale vers l'Asie du Sud et l'Océan Indien. La prise de Kaboul par les *taliban* en 1996, l'assassinat de diplomates iraniens à Mazar-e-Charif en 1998, puis la multiplication des discriminations à l'encontre des populations chiites d'Afghanistan conduisent à de vives tensions irano-pakistanaises.

Dans l'après-11 septembre 2001, Téhéran et Islamabad adoptent pourtant une attitude similaires sur la question des réfugiés afghans : les deux gouvernements les incitent à retourner en Afghanistan, par des aides et des campagnes d'information sur les progrès de la reconstruction [13].

La concurrence pour les routes commerciales

Ces différents niveaux de coopération n'excluent pas une compétition ouverte sur d'autres sujets. Il en va ainsi des ports baloutches de Chabahar (Iran) et de Gwadar (Pakistan), débouchés pour l'Asie centrale sur la mer d'Oman. Le port de Gwadar profite de l'augmentation significative des échanges entre la Chine et le Golfe persique. Mais [l'Iran](#) est mieux positionné pour capter les flux commerciaux non énergétiques, et la voie d'acheminement par Chabahar bénéficie de la construction d'un réseau routier par l'Inde au sud de l'Afghanistan : la route iranienne l'emporte sur l'alternative pakistanaise [14]. Selon Akbar Torkan, le partenariat irano-indien sur l'Afghanistan a été renforcé par la signature d'un *Memorandum of Understanding* en mars 2014, lors de la visite du ministre des Affaires étrangères iranien Javad Zarif en Inde. Il prévoit de connecter la province minière afghane de Bamyân et la zone franche du Sud (*Southern Free Trade Industrial Zone*) avec le port de Chabahar [15]. L'Inde tente ainsi de favoriser les échanges commerciaux avec l'Asie centrale par une voie de chemin de fer évitant le territoire pakistanaise, tandis que l'Iran renforce sa position de carrefour commercial aux confins de la mer d'Oman, de l'Océan Indien, de l'Afghanistan et des États d'Asie centrale.

Cette rivalité entre l'Iran et le Pakistan était déjà présente pendant la Guerre froide : le Shah souhaitait développer le port de Chabahar pour la marine américaine, afin de créer un équilibre stratégique face à l'Union soviétique et à son proche allié indien [16]. Chabahar concentre aujourd'hui le trafic en marchandise le plus intense de l'Asie centrale. La situation en Afghanistan est trop précaire pour valoriser l'itinéraire Tadjikistan-Afghanistan-Pakistan ;

les routes Turkménistan-Iran ou Tadjikistan-Hérat-Iran sont plus sûres.

La rivalité irano-pakistanaise pour le désenclavement des républiques d'Asie centrale joue aussi sur les routes énergétiques. L'Iran s'oppose au projet de gazoduc TAPI qui devrait à terme relier le Turkménistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde, selon un accord signé à Ashgabat le 11 décembre 2010. Le tracé du gazoduc s'étend sur 1 640 kilomètres, pour une capacité de 3,2 milliards de pieds cubes et un coût estimé de 7,6 milliards de dollars [17].

Place dans les organisations régionales

Le Pakistan et l'Iran font tous deux partie de l'Organisation de coopération économique (OCE), fondée en 1985 pour favoriser l'intégration économique régionale [18]. L'Iran voit cette instance comme un moyen de sortir de son isolement, tandis que le Pakistan cherche à développer ses échanges en contournant l'Inde. L'organisation a accueilli en 1992 l'Afghanistan, l'Azerbaïdjan et les nouveaux États indépendants de l'Asie centrale. Ses réalisations restent modestes, hormis l'amélioration des réseaux de transport entre États membres.

Depuis le 11 septembre 2001 et la chute du régime des *taliban*, la Russie, l'Iran et le Pakistan renforcent leur coopération. La Russie s'efforce de développer ses relations avec le Pakistan dans les domaines énergétique (investissements prévus dans les projets de gazoduc trans afghan TAPI et Iran-Pakistan [19]) et militaire. Les trois pays ont multiplié les contacts diplomatiques au plus haut niveau depuis que le Pakistan et l'Iran sont devenus membres observateurs de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2005, avec le soutien de Moscou [20]. L'Iran a soutenu en retour la déclaration de l'organisation du 5 juillet 2005 demandant le démantèlement des bases militaires américaines en Asie centrale. Les intégrations successives comme observateurs dans l'OCS du Pakistan, de l'Iran et de l'Afghanistan (en 2012) démontrent la volonté de la Chine et de la Russie d'affirmer leur influence dans l'espace régional et d'y défendre une doctrine alternative face à ce qu'ils perçoivent comme une vision occidentale des relations internationales. La Chine a cependant bloqué la pleine adhésion de l'Iran après l'accord sur le nucléaire de juillet 2015, et ce en dépit du soutien russe à Téhéran. En revanche, le Pakistan et l'Inde sont devenus membres à part entière de l'OCS lors du sommet d'Astana le 9 juin 2017. Pour Islamabad, il s'agit d'ancrer sa diplomatie dans l'espace eurasiatique tout en se rapprochant plus encore de la Chine et de la Russie [21].

L'Asie de l'Ouest

La politique de Téhéran dans cet espace valide le concept idéologique anti-impérialiste. Selon le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, l'Iran ne fait pas partie du Moyen-Orient, qui est une invention britannique, mais de l'Asie de l'Ouest. Le combat des pays musulmans contre les grandes puissances doit s'inscrire dans l'aire régionale de « l'Asie de l'Ouest », appellation qui doit l'emporter sur le « Moyen-Orient », produit de la pensée colonialiste :

« Les Européens insistent pour appeler cette région 'Moyen-Orient'. En d'autres termes, ils la positionnent à l'Est de l'Europe. Pour eux, il y a l'Extrême-Orient, le Moyen-Orient et le

Proche-Orient. En raison de l'arrogance des Européens, cette région a été appelée 'Moyen-Orient' depuis les origines. 'Moyen-Orient' est une dénomination erronée. C'est d'Asie Occidentale qu'il faut parler. C'est l'Asie - un vaste continent - et nous sommes en Asie Occidentale. (...) C'est une région importante sur laquelle ils ont des vues. Nous devrions considérer ce que sont ces vues et nous y opposer. C'est le djihad [22] ».

La question baloutche

Parmi les projets des puissances « arrogantes », le Guide identifie [l'instrumentalisation des minorités ethniques en Iran](#). Dans les relations avec le Pakistan, c'est la question baloutche qui prédomine depuis la période pahlavie tardive. Les Soviétiques ont été tentés dans les années 1970 de soutenir les insurgés baloutches pour contrer la stratégie américaine dans la zone, et ont soutenu le « *Balochistan Liberation Front* » (BLF) [23]. En même temps, Moscou appuyait l'Inde et l'Afghanistan dans leurs différends territoriaux avec le Pakistan, allié de l'Iran. Le Shah voyait dans ces manœuvres une menace pour la sécurité du pays. Après 1971, date de la création du Bangladesh et de la signature du traité d'amitié de vingt ans entre l'Inde et l'Union soviétique, l'Iran se range totalement du côté du Pakistan ; les mouvements d'indépendances baloutches et pashtounes servent de justification pour cette alliance. Le Shah craint plus largement la consolidation d'un axe entre l'Union soviétique, l'Irak, l'Inde et l'Afghanistan, qui renforcerait les mouvements communistes dans la région.

L'Iran et le Pakistan coopèrent donc pour réprimer l'insurrection baloutche (1973-1977), révolte autonomiste qui se transforme progressivement en mouvement séparatiste. Les nationalistes baloutches sont enracinés au Pakistan, où le climat politique est plus favorable que sous Mohammad-Reza Shah en Iran. La possibilité de voir se former une base communiste au Baloutchistan pakistanais apparaît plus forte depuis la création en 1964 d'un mouvement de guérilla (*Parari guerilla*), précurseur du *Baluch People's Liberation Front* (après 1976). Son initiateur, Sher Mohammed Marri, est accusé par le gouvernement de Zulfikar Ali Bhutto d'entretenir des liens avec l'Union soviétique. Les autorités pakistanaises et iraniennes voient l'insurrection baloutche comme un plan des Soviétiques et des Irakiens visant au démantèlement de leurs Etats respectifs [24]. La question de l'intégrité territoriale du Pakistan devient alors une question de sécurité nationale pour les Iraniens : ils craignent l'émergence d'un nouveau Vietnam à leurs frontières, et la contagion du nationalisme baloutche pakistanais vers les Baloutches iraniens.

L'armée pakistanaise reçoit donc le soutien du Shah entre 1973 et 1977 dans sa confrontation avec les nationalistes baloutches. La coopération pour la surveillance de la zone frontalière se poursuit sous la République islamique, afin d'éviter que des groupes armés baloutches n'échappent aux forces iraniennes et pakistanaises. Depuis la fin 2005, l'intensification des troubles dans la province du Sistan-Baloutchistan suscite l'inquiétude du pouvoir iranien, qui a requis à plusieurs reprises l'aide du Pakistan contre les groupes armés baloutches *Joundollah* et *Jaish al-Adl*. Qualifiés de « terroristes », ceux-ci bénéficient, selon Téhéran, de l'aide des États-Unis et de l'Arabie Saoudite [25].

Les relations économiques

La coopération énergétique est actuellement dans l'impasse entre l'Iran et le Pakistan. Le projet de gazoduc Iran-Pakistan-Inde, dont le coût est estimé entre 4 et 7 milliards de dollars, sur la table depuis 1989, se heurte à deux obstacles majeurs : l'opposition des Etats-Unis, et le conflit indo-pakistanaï. En 2009, l'Inde s'est retirée du projet et les négociations se sont poursuivies entre l'Iran et le Pakistan. L'Iran a terminé de construire le tronçon du gazoduc passant sur son territoire alors que le Pakistan n'a pas commencé les travaux de construction sur son territoire [26]. Un contrat a été signé avec une entreprise chinoise pour le tracé Gwadar-Nawabshah et les autorités pakistanaises espèrent pouvoir commencer prochainement les travaux pour la construction des 80 kilomètres restant entre Gwadar et la frontière iranienne [27], sur un itinéraire total de 785 kilomètres en territoire pakistanais [28].

L'ouvrage commun a été inauguré en 2013 par les présidents pakistanais Zardari et iranien Ahmadinejad, mais les deux parties doivent toujours s'entendre sur le prix du gaz iranien à destination du Pakistan. Ces difficultés ont poussé Islamabad à approuver le lancement d'un projet alternatif pour un montant de 2 milliards de dollars, le *Gwadar Liquefied Natural Gas Pipeline Project*, qui doit être mis en œuvre par la société chinoise China Petroleum Pipeline Bureau [29]. Le début des exportations gazières iraniennes était prévu pour le 1er janvier 2015, mais l'ensemble a été retardé du fait de l'absence de travaux du côté pakistanais. Le retour des sanctions unilatérales américaines contre l'Iran (2018) incitent Islamabad à la prudence dans ses relations avec Téhéran. Ainsi, la nouvelle stratégie iranienne de l'administration Trump et la montée des tensions irano-saoudiennes [30] montrent que les tensions géopolitiques demeurent un frein à l'avancement du projet [31]. Les deux pays se sont également fixé pour objectif de faire passer les exportations d'électricité iraniennes vers le Pakistan de 500 MW à 3 000 MW [32].

Plus largement, depuis 2015, les deux pays insistent sur l'augmentation du commerce bilatéral. Leurs échanges étaient passés de 573,31 millions de dollars en 2006-2007 à 1.3 milliards de dollars en 2012, avant de chuter à 432 millions de dollars en 2015 du fait des sanctions américaines [33]. Le nouvel objectif est de les faire monter à 5 milliards de dollars d'ici à 2021 - ce qui sera difficile sans amélioration significative de la sécurité au Baloutchistan iranien et pakistanais, mais aussi parce que les opérations bancaires sont bridées par l'impossibilité d'utiliser le dollar [34]. Téhéran propose un accord de libre-échange bilatéral [35], tandis que le Pakistan souhaiterait intégrer l'Iran au projet de corridor économique Chine-Pakistan [36].

Pour se réaliser, l'intégration de l'Iran dans la sphère d'influence économique chinoise devra néanmoins surmonter des obstacles significatifs : tout d'abord, la nouvelle stratégie iranienne de l'Administration Trump qui vise explicitement la politique régionale de Téhéran ; ensuite la nécessité pour l'Iran de préserver un équilibre entre, d'un côté, l'Inde et, de l'autre, la Chine ; enfin, la montée des tensions sectaires au Moyen-Orient et le risque que revêt pour le Pakistan le diplomatie prosélyte chiite de Téhéran. En revanche, la nécessité d'une relation économique approfondie entre l'Iran et la Chine dans un contexte d'un retour à une relation d'hostilité ouverte irano-américaine pourrait pousser Téhéran à une intégration économique renforcée avec la Chine.

La sécurité dans le golfe Persique

Le Pakistan assiste impuissant à la montée des tensions irano-saoudiennes. Après la rupture des relations diplomatiques entre Téhéran et Ryad en janvier 2016, Islamabad a proposé sans succès sa médiation. Lors de la visite du Premier ministre Nawaz Sharif, et du commandant en chef de l'armée pakistanaise, Rahil Sharf, en Iran en janvier 2016, Eshaq Jahangiri, premier vice-président de la République islamique a insisté sur l'importance de la coopération sécuritaire irano-pakistanaise, déclarant notamment : « *Les mouvements des terroristes takfiris préoccupent sérieusement les deux pays, nous devons nous allier contre ces groupes* » [37]. Cette volonté de l'Iran d'intégrer le Pakistan dans la lutte contre les djihadistes sunnites s'inscrit dans une stratégie de dépassement des conflits sectaires entre sunnites et chiites par une grille de lecture opposant les musulmans et les terroristes qualifiés de *takfiris* (ceux qui excommunient) par la République islamique.

Conséquences des fractures sunnites/chiites : des taliban à Daech

Des liens religieux existent depuis fort longtemps entre chiites iraniens et pakistanais : dès l'époque safavide (1501-1736), des conversions au chiisme duodécimain furent enregistrées parmi les populations de l'actuel Pakistan. La communauté chiite pakistanaise, qui représente aujourd'hui entre 15% et 30% d'une population d'environ 200 millions d'habitants, a été marquée, après 1979, par l'émergence de la République islamique d'Iran, devenue un modèle pour l'ensemble des chiites du monde musulman.

Les mosquées chiites au Pakistan sont un relais des positions de [l'Iran](#), qui soutient aussi activement les madrasas et les organisations chiites locales. En retour, beaucoup de clercs pakistanais vont étudier à Qom. Ces liens ne traduisent cependant pas une volonté d'exporter la révolution religieuse. On observe d'ailleurs en parallèle, parmi les sunnites iraniens, notamment au Sistan-Baloutchistan, une influence croissante des différents courants islamistes pakistanais [38].

L'apparition puis l'expansion de l'organisation Etat islamique (EI, ou Daech), exacerbe les tensions sectaires entre chiites et sunnites, déjà fortes au Pakistan depuis le début des années 1980 [39]. A Peshawar, en 1992, une procession d'Achoura a été attaquée lors de son passage à Kohati Chowk faisant dix morts. Depuis cette date, les processions de Moharram y sont encadrées par les forces de sécurité afin de protéger les croyants chiites contre des actes de terrorisme extrémiste sunnite. Des sunnites portant des prénoms à connotation chiite comme Ali ou Hussein ont parfois été pris pour cibles par des militants sunnites.

Les tensions sont cependant moins fortes que dans la province du Baloutchistan, où les Hazaras sont victimes de campagnes de terreur en raison de la capacité des militants d'identifier leurs victimes sur la base de leur aspect physique [40]. De même, à Lahore, les processions d'Achoura se déroulent sous la protection des forces de sécurité et les réseaux téléphoniques tout comme l'Internet mobile sont coupés dans la ville pour éviter leur utilisation pour perpétrer des actes terroristes anti-chiites. Les communautés chiites locales investissent, souvent avec l'aide financière de l'Iran, dans des complexes incluant une mosquée, un centre de soins médicaux, des installations culturelles. Comme me l'a expliqué à

Lahore un responsable administratif de la mosquée chiite Mohammadi, la politique d'islamisation des années 1980 du général Zia soutenu par l'Arabie Saoudite a conduit les chiites pakistanais à une quête religieuse et, en conséquence, cette politique a renforcé la pratique religieuse des chiites pakistanais. Le soutien de l'ayatollah Khomeyni et de l'Iran est également un facteur qui renforce l'autonomie de la communauté chiite pakistanaise [41]. Aujourd'hui, de nombreux chiites pakistanais ont une conception originale de leur identité religieuse chiite et ce malgré le développement des liens religieux transnationaux avec les centres religieux en Irak ou en Iran [42].

Dans les zones tribales, les chiites qui résident dans l'agence de Kurram [43] ont également été victimes de persécutions en particulier depuis l'émergence des *taliban* pakistanais après 2006. La dimension anti-chiite de l'idéologie talibane apparaît néanmoins moins centrale que la vision du chiisme en tant que mouvement hérétique portée par l'OEI dans les mondes musulmans. L'OEI considère les chiites comme des apostats et l'organisation terroriste a fait de sa volonté d'exterminer les minorités chiites un signe de distinction par rapport aux *taliban* et à al-Qaïda qui, depuis 2001, ne font plus de la haine anti-chiite une question centrale en Afghanistan et au Pakistan [44]. Autrement dit, une expansion de l'Etat islamique aux zones tribales pakistanaises conduirait à plus de persécutions contre les minorités chiites. Face à cette radicalisation sunnite, l'Iran appelle le Pakistan à coopérer contre les « takfiris » et la question des *taliban*, qui apparaissent aujourd'hui comme des islamo-nationalistes, n'est plus aussi clivante pour Islamabad et Téhéran que dans les années 1990.

*

Le développement des relations entre Téhéran et Pékin, allié économique d'Islamabad, pourrait, *in fine*, favoriser une plus grande confiance entre l'Iran et le Pakistan. L'intérêt de l'Iran à entretenir de bonnes relations à la fois avec l'Inde et avec le Pakistan est une constante de la politique étrangère iranienne depuis la période pahlavie. De plus, on constate, au niveau régional, un renforcement parallèle des axes Téhéran-New Delhi et Riyad-Islamabad. Cette polarisation en Asie de l'Ouest s'inscrit dans un contexte de montée des tensions sectaires au Moyen-Orient. Elle pourrait avoir des conséquences négatives sur les relations sunnites-chiites dans cet espace avec la mobilisation de combattants d'Afghanistan ou du Pakistan dans la guerre civile en Syrie. De même, la nouvelle politique de l'administration Trump qui apparaît à la fois plus dure à l'égard de l'Iran, du Pakistan et de la Chine pourrait placer le Pakistan dans une position difficile. Le tropisme anti-indien de la politique étrangère d'Islamabad limite en effet les alternatives possibles, pour le Pakistan, à la coopération militaire avec les Etats-Unis.

In fine, le Pakistan et l'Iran font face au même défi, celui de l'émergence économique dans une zone marquée par un environnement régional instable. Afrasiab Khattak résume comme suit les options d'avenir possibles pour le Pakistan : il s'agit de choisir entre une vision d'un pays démocratique, pacifique et fédéral se focalisant sur le développement socio-économique et celle d'un Etat profond dominé par les services de sécurité, un régime politique autoritaire, un extrémisme endémique et une politique étrangère aventuriste [45]. Pour des raisons différentes, l'Iran fait face à des défis comparables à la suite de l'explosion de la colère économique-sociale qui s'est manifestée par des manifestations contre la théocratie du 28 décembre 2017 au 5 janvier 2018.

P.-S.

Clément Therme est chercheur pour le bureau Moyen-Orient de l'*International Institute for Strategic Studies* (IISS) de Londres.

Notes

[1] Voir sur ce sujet, Siddharth Ramana, « The Pakistan Factor in the India-Iran Relationship », *Strategic Analysis*, 36:6, 2012, pp. 941-956.

[2] Voir le documentaire de la BBC « Iran's Magnificent Party, Decadence and Downfall ». Disponible : <https://www.youtube.com/watch?v=fDhGPYWfKFU> (consulté le 31 janvier 2018).

[3] Les archives diplomatiques américaines montrent alors l'inquiétude de l'ambassadeur des Etats-Unis à Téhéran, Armin H. Meyer : « La crise entre l'Inde et le [Pakistan](#) a persuadé le Shah qu'une dépendance excessive de la défense iranienne à l'égard des Etats-Unis pourrait réserver à l'Iran le même sort que le Pakistan. Il recherche sa liberté de mouvement ». Télégramme du 6 août 1965. Cité par Houchang Nahavandi, Yves Bomati, Mohammad-Reza Pahlavi. *Le dernier shah/1919-1980*, Paris, Perrin, 2013.

[4] Mohammad-Reza Pahlavi, *Le Lion et le Soleil : Entretien avec Olivier Warin*, Paris : Stock 1976, pp. 242-243.

[5] Voir l'ouvrage de Mohammad-Reza Pahlavi, *Be suye tamadon-e bozorg (Vers la Grande Civilisation)*, Téhéran, 1977.

[6] Amin Saïkal, *The Rise and Fall of the Shah*, Princeton University Press, 1980, p. 138.

[7] Mohammad-Reza Pahlavi, *Le Lion et le Soleil*, op. cit., p. 246.

[8] Ibid.

[9] Amin Saïkal, *The Rise and Fall of the Shah*, op. cit.

[10] Mohammad-Reza Pahlavi, *Réponse à l'Histoire*, Paris, Albin Michel, 1981, p. 193.

[11] Ibid., p. 195.

[12] Mohammad-Reza Djalili, *L'Océan Indien*, Paris, Puf, 1978.

[13] Voir Clément Therme, Mohammad-Reza Djalili, « Le flanc Est de l'Iran : opportunités et vulnérabilités », *Politique étrangère*, Automne 2008/3, pp. 603-604.

[14] Entretien personnel avec le professeur Barfield, Directeur de l'American Institute of Afghanistan Studies et professeur à l'Université de Boston, Kaboul, 5 août 2014.

[15] Ibid.

[16] Voir Alex Vatanka, *Iran and Pakistan : Security, Diplomacy and American Influence*, I.B. Tauris, 2016.

[17] Mohammad Ibrahim Ghafoori, « Role of Afghanistan in Economic Development of South Asia », *Quarterly journal. Strategic Studies*, Issues No. 28-29. 2013. Center for Strategic Studies (CSS). Ministry of Foreign Affairs, Islamic Republic of Afghanistan, spring 2013, p. 23.

[18] Voir le site officiel : <http://www.eco.int/> (consulté le 31 janvier 2018). Le treizième sommet de l'Organisation a eu lieu à Islamabad le 1er mars 2017. Voir le site officiel de la rencontre : <http://13ecosummit.mofa.gov.pk/home.php> (consulté le 28 septembre 2018).

[19] Selon des spéculations, l'annulation de la visite du président Poutine au Pakistan, en 2012, serait liée au refus de l'Etat pakistanais d'accorder à Gazprom un contrat de 1,2 milliard de dollars pour la construction du gazoduc Iran-Pakistan. Voir Sadhavi Chauhan, « Russia-Pakistan relations : beyond Putin's cancelled trip to Islamabad », *Open Democracy*, 3 octobre 2012. Disponible : <http://www.opendemocracy.net/sadhavi-chauhan/russia-pakistan-relations-beyond-putin%E2%80%99s-cancelled-trip-to-islamabad> (consulté le 28 septembre 2018).

[20] Rashid Ahmad Khan, « The Pakistan-Russia Relationship : Geopolitical Shift in South and Central Asia ? », *Daily Times*, 22 octobre 2012.

[21] Voir Julien Bouissou, « L'Inde et le Pakistan rejoignent l'Organisation de coopération de Shanghai », *Le Monde*, 10 juin 2017. Disponible : http://abonnes.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2017/06/10/l-inde-et-le-pakistan-rejoignent-l-organisation-de-cooperation-de-shanghai_5141929_3216.html (consulté le 28 septembre 2018).

[22] « The Europeans insist on referring to this region as the Middle East region. In other words, they locate east on the basis of Europe. To them, a region is Far East, another is Middle East and another region is Near East. Because of the Europeans' arrogance, this region has been called, "the Middle East" from the beginning. "The Middle East" is a wrong name. This is West Asia. This is Asia - a large continent - and we are in West Asia. (...) It is an important region for which they have certain plans. We should see what these plans are and then we should confront them. This is jihad » Selon le discours de l'ayatollah Ali Khamenei. Disponible : <http://english.khamenei.ir/news/2109/Leader-s-speech-to-members-of-Ahlul-Bayt-World-Assembly-and-Islamic> (consulté le 28 septembre 2018).

[23] Amin Saïkal, op. cit., p. 139.

[24] En réalité, selon Selig. S. Harrison, il n'y a jamais eu de mouvements politiques affiliés aux Soviétiques au Baloutchistan iranien et pakistanais ni de soutien de Moscou à l'indépendance d'un grand Baloutchistan, mais plutôt un appui pour l'autonomie des Baloutches dans un cadre fédéral ; In Afghanistan's Shadow : Baluch Nationalism and Soviet Temptations, Carnegie Endowment for International Peace, Washington D.C., 1981.

[25] Voir sur la politique iranienne « contre le terrorisme » : Ariane M. Tabatabai, « Other side of the Iranian coin : Iran's counterterrorism apparatus », Journal of Strategic Studies, 2017.

[26] Voir « L'Iran accuse le Pakistan de ne pas coopérer suffisamment à la construction de leur gazoduc commun », Xinhua, 31 janvier 2018. Disponible : http://french.xinhuanet.com/2018-01/31/c_136937077.htm (consulté le 28 septembre 2018).

[27] Selon les déclarations de Mobin Saulat, Managing Director of Pakistan's Inter State Gas Systems (ISGS), voir « Pakistan gas delegation to visit Iran for IP talks », IRNA, Islamabad, November 12, 2016. Disponible : http://www.irna.ir/en/News/82304455/?utm_source=dlvr.it&utm_medium=twitter (consulté le 28 septembre 2018).

[28] Le tracé complet du gazoduc Iran-Pakistan est de 2775 kilomètres. Voir « Trade body chief urges completion of Iran-Pakistan pipeline », The Express Tribune, 21 septembre 2016. Disponible : <http://tribune.com.pk/story/1185339/iran-pakistan-trade-body-chief-urges-completion-ip-pipeline/> (consulté le 28 septembre 2018).

[29] Zafar Bhutta, « IP pipeline : Ministry seeks to hold fresh price talks with Iran », The Express Tribune, November 12, 2016. Disponible : <http://tribune.com.pk/story/1228350/ip-pipeline-ministry-seeks-hold-fresh-price-talks-iran/> (consulté le 28 septembre 2018).

[30] Shireen Hunter, « Iran Should Not Expect Much From Imran Khan's Pakistan », Lobelog, 4 septembre 2018. Disponible : <https://lobelog.com/iran-should-not-expect-much-from-imran-khans-pakistan/> (Consulté le 28 septembre 2018).

[31] « Pakistan asks Iran to resume gas pipeline negotiations », Financial Tribune, 9 mai 2018. Disponible : <https://www.financialexpress.com/industry/pakistan-asks-iran-to-resume-gas-pipeline-negotiations/1160478/> (consulté le 28 septembre 2018).

[32] Voir « Envoy calls for rise in Iran-Pakistan trade », Iran Daily, 7 octobre 2016. Disponible : <http://www.iran-daily.com/News/169964.html?catid=3&title=Envoy-calls-for-rise-in-Iran-Pakistan-trade> (consulté le 28 septembre 2018).

[33] « Pakistan, Iran move to ink free trade deal », Press TV, 13 septembre 2016. Disponible

:

<http://www.presstv.ir/Detail/2016/09/13/484463/Iran-Pakistan-free-trade-agreement-banking> (consulté le 28 septembre 2018). Les statistiques pakistanaises indiquent que le commerce bilatéral est passé de 1,32 milliards de dollars en 2008-2009 à 432 millions en 2010-2011. Voir Mehreen Zahra-Malik, « Pakistan, Iran aim to boost trade to \$5 billion », Reuters, 26 mars 2016. Disponible : <http://www.reuters.com/article/us-pakistan-iran-idUSKCN0WS0F5> (consulté le 28 septembre 2018).

[34] Voir Peer Muhammad, « Pakistan to trade with Iran in euros », The Express Tribune, 24 mars 2016. Disponible : <https://tribune.com.pk/story/1071415/finding-alternative-pakistan-to-trade-with-iran-in-euro/> (consulté le 28 septembre 2018).

[35] Free Trade Agreement (FTA).

[36] China-Pakistan Economic Corridor (CPEC) qui prévoit 46 milliards de dollars d'investissements chinois au Pakistan. Voir « Envoy calls for rise in Iran-Pakistan trade », Iran Daily, 7 octobre 2016. Disponible : <http://www.iran-daily.com/News/169964.html?catid=3&title=Envoy-calls-for-rise-in-Iran-Pakistan-trade> (consulté le 28 septembre 2018).

[37] Selon la presse iranienne du 20 janvier 2016. Voir « Envoy calls for rise in Iran-Pakistan trade », Iran Daily, 7 octobre 2016. Disponible : <http://www.iran-daily.com/News/169964.html?catid=3&title=Envoy-calls-for-rise-in-Iran-Pakistan-trade> (consulté le 28 septembre 2018).

[38] Voir Stéphane A. Dudoignon, The Baluch, Sunnism and the State in Iran. From Tribal to Global, Londres : Hurst Publishers, 2017.

[39] Voir Khaled Ahmed, Sectarian War. Pakistan Sunni-Shia violence and its links to the Middle East, Karachi : Oxford University Press, 2011.

[40] Les chiites de Peshawar ne sont pas hazaras et ne peuvent être identifiés à première vue ; voir Human Rights Commission of Pakistan, State of Human Rights in 2014, Lahore, 2015, p. 156-159.

[41] Entretien personnel avec un responsable de la mosquée chiite Mohammadi, Lahore, 20 janvier 2018.

[42] Voir la présentation des travaux sur les chiites pakistanais de la chercheuse Mariam Abou Zahab par Laurent Gayer : « If they once denoted a composite interreligious culture, since the 1980s they have increasingly become a means for the community to assert a distinct, sectarian Shia identity. » in Laurent Gayer, « The various jihads of Mariam Abou Zahab », Herald, 6 janvier 2018. Disponible : <https://herald.dawn.com/news/1153953> (Consulté le 28 septembre 2018).

[43] Voir le site officiel de la région de Kurram. Disponible : <https://fata.gov.pk/facility-home.php?fid=33> (consulté le 28 septembre 2018).

[44] Ahmed Rashid, « Why We Need al-Qaeda », The New York Review of Books, 15 juin 2015.

[45] Afrasiab Khattak, « Brinksmanship versus statesmanship », The Nation, 1er octobre 2016. Disponible : <http://nation.com.pk/columns/01-Oct-2016/brinksmanship-versus-statesmanship> (consulté le 28 septembre 2018).